BURKINA FASO
Région de la Boucle du Mouhoun

(133,994 PDI, Source CONASUR 31/03/2023)

Rapport mensuel Monitoring de Protection - Mai 2023

6,116 Personnes en déplacement

34 Incidents enregistrés avec **157** victimes

Photo d'une prestation de troupe de danse traditionnelle lors de l'activité socioculturelle sur la cohésion sociale au profit des communautés (PDI et hôtes) à Dédougou, le jeudi 25 mai 2023.

I. Résumé

Au cours du mois de mai 2023, la situation sécuritaire et de protection dans la région de la Boucle du Mouhoun a connu une forte dégradation. Au total, **34** incidents de protection ont été enregistrés dans **10** communes. Ces incidents ont fait **157** victimes directes dont **156** hommes et une (01) femme. ***(Sources de données, voire Kobo Collect du rapport flash N°57 au flash N°90).*** Les présumés auteurs sont principalement les **GANE** et les **FDS.**

Au titre des catégories de violations des droits humains, on a :

- **13 cas** d'atteintes au droit à la vie ayant fait **95 victimes**, tous des hommes. ***(Sources de données, voire Kobo Collect rapport flash N°61, N°67, N°69, N°75, N°76, N°77, N°78, N°83, N°84, N°85, N°87, N°89 et N°90).***
- **Six (06) cas** d'atteintes au droit à la propriété dont ont été victimes **16** hommes. ***(Sources de données, voire Kobo Collect rapport flash N°58, N°63, N°65, N°67, N°74 et N°79).***
- **Six (06) cas** d'atteintes au droit à l'intégrité physique et/ou psychique ayant fait **10 victimes**, dont **neuf (09)** hommes et une (01) femme. ***(Sources de données, voire Kobo Collect rapport flash N°57, N°59, N°66, N°70, N°72, N°73, N°74, N°76, N°80, N°81, N°82, N°86 et N°89).***
- **Neuf (09) cas** d'atteintes au droit à la liberté et à la sécurité de la personne dont ont été victimes **26** hommes. ***(Sources de données, voire Kobo Collect rapport flash N°58, N°***60***, N°62, N°68, N°71, N°79, N°88, N°89 et N°90).***

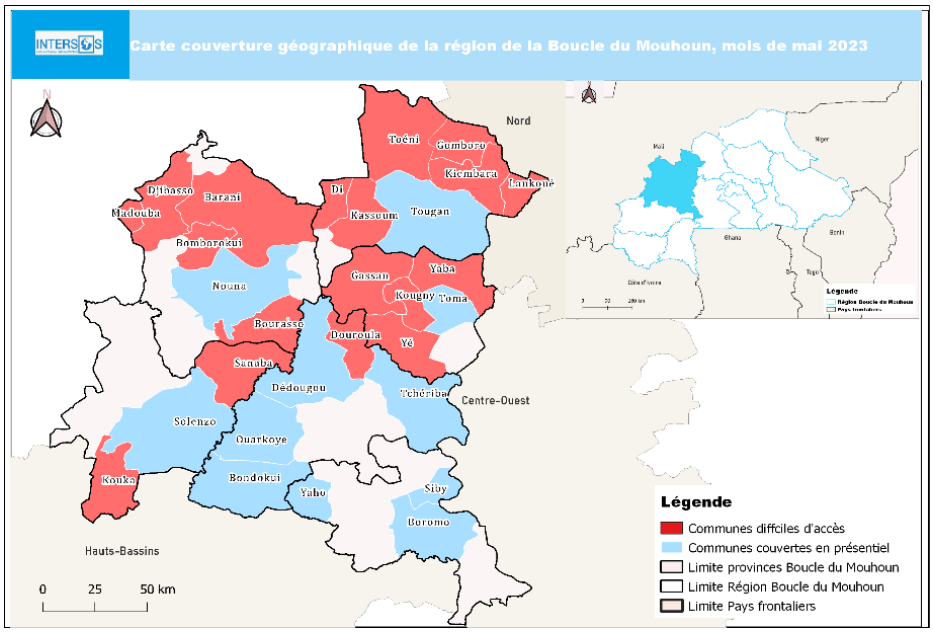
On constate une augmentation significative du nombre d'incident par rapport au mois précédent au cours duquel **22** incidents avaient été enregistrés. Cette recrudescence des incidents affecte énormément les populations civiles et pourrait s'expliquer dans un premier temps par l'activisme accru des groupes armés non-étatiques (GANE) qui œuvrent à élargir les zones et localités sous leur influence. Dans un second temps, elle pourrait s'expliquer par une sorte de réplique aux opérations militaires lancées par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) depuis **décembre 2022** à travers l'opération **" FELEHO"** jusqu'en **avril 2023**, mois auquel l'opération **" KAPIDOUGOU"** pour une reconquête des différentes zones sous forte influence des GANE dans la Boucle du Mouhoun a été lancée. Par conséquent, la population prise en tenaille par les parties en conflit, paie le lourd tribut en subissant de nombreux cas de violations de droits humains. Les provinces de la Kossi et du Mouhoun ont été fortement impactées au cours de la période par des attaques meurtrières, des enlèvements, la présence d'Engin Explosif Improvisé (EEI) sur la RN 14, et le blocus autour de la ville de Nouna. À titre illustratif, on a le massacre de Youlou avec 23 personnes tués (vendredi 12 mai 2023), de Kiè plus d'une vingtaine également (samedi 20 mai 2023), l'enlèvement et l'exécution du président de la délégation spéciale de Tchériba (vendredi 12 mai 2023), le déguerpissement de plusieurs localités avec plus de 4, 000 personnes déplacées… Au regard des flux de déplacements enregistrés, une évaluation rapide de protection (ERP) a été réalisée par INTERSOS à Tchériba du 15 au 18 mai 2023, suite au choc du village de Youlou, situé à environ 25 Km de Tchériba afin de déterminer les besoins urgents de protection de ces personnes nouvellement déplacées et de formuler des recommandations à l'endroit des acteurs humanitaires.

II. Couverture géographique

30 communes couvertes | 10 comités locaux de Protection | 10 points focaux commmunautaires | 06 moniteurs de Protection | 24 points focaux de protection (OSC APPEN ET SALAAKI)

- **Zones couvertes**

Les zones couvertes sont au total **30** communes pour les six (**06**) provinces de la région. Sur les **28** communes, **18** communes sont difficiles d'accès par rapport aux **12** autres communes qui sont accessibles. La situation de la couverture géographique au cours du mois se présente comme suit :



- **La province des Balés :** (Communes de Boromo, Yaho, Pa et Siby)
- **La province des Banwa :** (Communes de Sanaba, Kouka et Solenzo)
- **La province du Mouhoun :** (Communes de Dédougou, Tchériba, Ouarkoye, Bondokuy et Douroula)
- **La province du Nayala** (Communes de Toma, Kougny, Gassan, Yaba et Yé)
- **La province du Sourou** (Di, Tougan, Gomboro, Kassoum, Kiembara, Lankoue et Toeni)
- **La province de la Kossi** (Bourasso, Bomborokuy, Nouna, Djibasso, Barani et Madouba)

- **Accessibilité**

Avec l'appui des **OSC APPEN et SALAKI** ainsi que des réseaux communautaires établis, les activités du monitoring de protection dans la région ont été réalisées dans :

- **12 communes couvertes en présentiel :** Boromo, Yaho, Pa, Siby, Solenzo, Dédougou, Tchériba, Ouarkoye, Bondokuy, Toma, Tougan, Nouna.
- **18 communes à distance :** Sanaba, Kouka, Douroula, Kougny, Gassan, Yaba, Yé, Di, Gomboro, Kassoum, Kiembara, Lankoue, Toeni, Bourasso, Bomborokuy, Djibasso, Barani et Madouba.

Cependant, en plus des difficultés liées à la présence de GANE, d'autres contraintes telles la dégradation de certaines voies, le risque de mines ou d'engins explosifs improvisés (EEI) sur certains axes routiers, le manque de réseau téléphonique dans certaines localités à cause du sabotage des installations par les GANE et l'indisponibilité de carburant dans certaines localités se sont présentées

- **Méthodologie de collecte d'informations**

La méthode de collecte de données utilisée combine à la fois une approche individuelle et une approche communautaire, une approche quantitative et qualitative. L'administration des différents outils à travers d'entretiens semi-directifs, a permis de collecter des données désagrégées à l'échelle

des communes, qui ont été analysées afin de dégager les tendances de la perception des communautés sur les risques de Protection auxquels elles sont confrontées. L'administration des formulaires d'incidents de Protection a également permis de documenter les incidents de Protection rapportés par les communautés et individus enquêtés. Cette collecte s'est effectuée de manière mensuelle et rotative auprès d'un échantillon composé « d'informateurs clefs » et de « ménages (familles) », de survivant(e)s de violations de droits humains et du droit international humanitaire, tout en s'appuyant sur un réseau de relais communautaires composé de membres de comités locaux de Protection situés au niveau commune et de points focaux communautaires situés au niveau village/localité.

Consacrant le principe de localisation, le dispositif de Monitoring de Protection (Projet 21) en place dans la région de la Boucle du Mouhoun, mobilise également les organisations de la société civile APPEN et SALAKI. Ceci permet de compléter la couverture géographique de l'ONG INTERSOS et de couvrir davantage de communes et de villages, y compris les plus difficiles d'accès.

Au cours du mois considéré, la collecte d'informations s'est réalisée via les outils suivants :

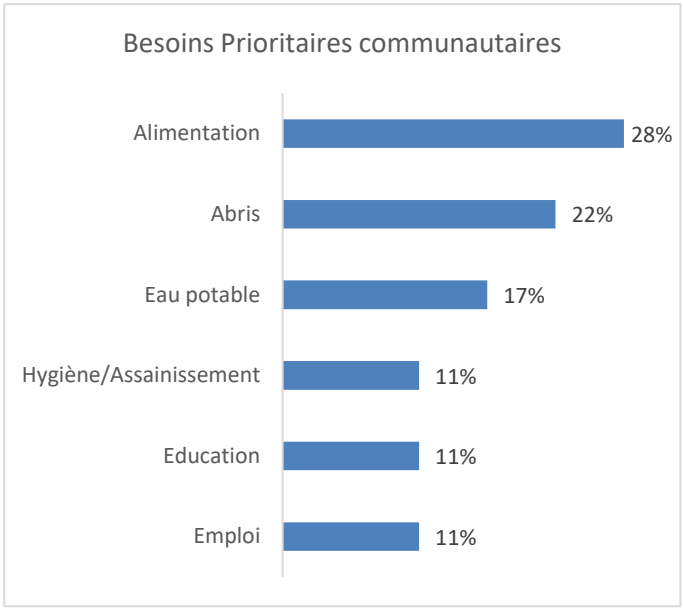
- **Dix (10)** questionnaires **informateurs clefs** administrés au sein des familles d'accueil, des centres communautaires et ménages PDI en location à Bounou/Yaba, Bitiako/Siby, Da/Tougan, Darsalam/Solenzo et Kari/Tchériba auprès de **cinq (05)** hommes et **cinq (05)** femmes.
- **Dix (10) questionnaires ménages** administrés au sein des familles d'accueil et ménages de PDI en location à Bounou/Yaba, Bitiako/Siby, Da/Tougan, Darsalam/Solenzo et Kari/Tchériba auprès de **cinq (05)** hommes et **cinq (05)** femmes.
- **Sept (07) fiches d'indice** Monitoring de Protection administrés auprès de **sept (07)** hommes issus des villages de Darsalam, Yeresso, Bena, Da, Kodougou, Bounou et Bitiako au sein des familles d'accueil et centres communautaires de ces localités.
- **34** formulaires d'alertes flash renseignés dans les zones d'accueils de déplacés.
- **34** formulaires d'incidents de protection documentant les violations de droits humains et du droit international humanitaire identifiées dont tous dans les zones d'accueil de déplacés.

L'ensemble des réseaux communautaires ayant contribué à la réalisation du monitoring de protection sont :

- **Dix (10) points focaux** mises en place par **INTERSOS** dont cinq (05) dans la province de la Kossi et cinq (05) dans le Sourou.
- **Dix (10) comités de protection** mises en place par **INTERSOS** constitués de **40 membres** dont cinq (05) dans la Kossi et cinq (05) dans le Sourou.
- **12 points focaux de protection de l'OSC APPEN** couvrant les communes de Di, Tougan, Kiembara, Lankoué, Toma, Bomborokuy, Tchériba et Ouarkoye.
- **12 points focaux de protection de l'OSC SALAKI** couvrant les communes de Barani, Gomboro, Ouarkoye, Bondokuy, Lanfiera, Bourasso, Gassan, Sanaba et Douroula.
  Cependant, les zones de couverture ne sont pas encore définitives. Elles seront réaménagées en fonction de l'évolution du contexte pour un meilleur maillage territorial
- **Plusieurs informateurs clés et relais communautaires** identifiés à travers toutes les six (06) provinces par les moniteurs, les volontaires de protection des OSC partenaires.

- **Points clés de la collecte d'informations**

À la suite des entretiens avec les informateurs clés et les chefs de ménages, il ressort que les personnes déplacées internes (PDI) se sentent de moins en moins en sécurité, en raison de la proximité des zones d'activisme des groupes armés non étatiques (GANE). De plus, de nombreuses PDI souffrent de traumatismes sévères, en particulier celles en provenance de Massala, Nouna, Youlou, Yaba, etc. Les besoins alimentaires sont devenus critiques **(28%)** en raison du départ précipité de ces PDI. En outre, il se dégage des besoins en abris **(22%)** et en eau potable **(17%),** Hygiène/Assainissement **(11%),** éducation **(11%)** et emploi **(11%).**



Pour les PDI dont le séjour est prolongé, le principal défi est de trouver des moyens de subsistance, car elles n'ont aucune source de revenu pour subvenir à leurs besoins. La question des abris reste également préoccupante, car certains abris d'urgence ou de fortune et maisons en banco, dans les zones non loties sont en très mauvais état. En outre, les populations sont très inquiètes face à l'approche de la saison des pluies ; car le manque de terres cultivables dans les localités d'accueil et le manque d'abris adéquats exposent les PDI à des risques de catastrophes naturelles, tels que les inondations et les écroulements de maisons. Cette situation pourrait aggraver leur situation précaire et entraîner de nouveaux déplacements vers d'autres destinations.

Il est donc crucial de prendre des mesures appropriées pour protéger les populations vulnérables et répondre à leurs besoins ; notamment en termes d'accès à la nourriture, à l'emploi, à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement.

Commune, province, région Localité de départ	SAT ZAD	Commune, province, région Localité d'accueil	SAT ZAD	# ménages	# personnes	# hommes	# garçons	# femmes	# filles	Types de déplacement	Motifs	Recommandations
Bomborokuy, Kossi, Boucle du Mouhoun Mariasso, Yabana	ZAD (village de Mariasso et Yabana)	Bomborokuy, Kossi, Boucle du Mouhoun	ZAD (familles d'accueil à Bomborokuy)	30	**200**	38	50	47	65	primaire	Menaces/ ultimatums	Ces PDI ont urgemment besoin d'abris et de vivres.
Kaya, Sanmatenga, Centre Nord, Napalgué	ZAD (village de Napalgué)	Boromo, Balés, Boucle du Mouhoun.	ZAD (familles d'accueil, location à Boromo)	03	**10**	02	03	04	01	secondaires	Déplacement préventif	Ces PDI ont besoin d'abris et de vivres.
Gassan, Nayala, Boucle du Mouhoun.	ZAD (village de Gassan)	Di, Sourou, Boucle du Mouhoun.	ZAD (familles d'accueil à Di)	06	**30**	05	07	10	08	secondaires	Menaces/ ultimatums	Ces PDI ont besoin d'abris et de vivres.
Nouna, Kossi, Boucle du Mouhoun, Bisso, Kanssara, Baguirasso,	ZAD (village de Bisso, Kanssara, Baguirasso,)	Nouna, Kossi, Boucle du Mouhoun.	ZAD (familles d'accueil, maison e location/non loties à Nouna)	100	**400**	98	78	130	94	Primaire	Menaces/ ultimatums	Ces PDI ont urgemment besoin d'abris et de vivres.
Solenzo, Banwa, Boucle du Mouhoun, Ban	ZAD (village de Ban)	Solenzo, Banwa, Boucle du Mouhoun.	ZAD (Maison en location à Solenzo)	20	**150**	24	48	26	52	Primaire	Menaces/ ultimatums	Ces PDI ont besoin d'abris et de vivres.
Solenzo, Banwa, Boucle du Mouhoun, Kiè, Darsalam	ZAD (village de Kiè, Darsalam)	Solenzo, Banwa, Boucle du Mouhoun.	ZAD (Maison en location à Solenzo)	260	**1,482**	239	477	255	511	Primaire	Menaces/ ultimatums	Ces PDI ont urgemment besoin d'abris et de vivres.
Tchériba, Mouhoun, Boucle du Mouhoun, Youlou	ZAD (village de Youlou)	Tchériba, Mouhoun, Boucle du Mouhoun,	ZAD (Famille d'accueil, École « A », Mission catholique)	370	**2,580**	390	670	692	828	Primaire	Attaque de GANE/ Menaces/ ultimatums	Ces PDI ont urgemment besoin d'abris et de vivres.
Tchériba, Mouhoun, Boucle du	ZAD (village de Labien)	Boromo, Balés, Boucle du Mouhoun	ZAD (familles d'accueil,	04	**23**	03	05	06	09	Primaire	Déplacement préventif	Ces PDI ont besoin d'abris et de vivres.

Mouhoun, Labien			location à Boromo)									
Tchériba, Mouhoun, Boucle du Mouhoun, Bissandérou	ZAD (village de Bissandéro u)	Dédougou, Mouhoun, Boucle du Mouhoun, Moundasso	ZAD (familles d'accueil à Moundass o et location)	20	**205**	56	30	78	41	Primaire	Déplacem ent préventif	Ces PDI ont besoin d'abris et de vivres.
Yaho, Balés, Boucle du Mouhoun, Yaho	ZAD (ville de Yaho)	Siby, Balés, Boucle du Mouhoun	ZAD (familles d'accueil, location à Siby)	02	**13**	02	4	4	3	Primaire	Déplacem ent préventif	Ces PDI ont besoin d'abris et de vivres.
Tchériba, Mouhoun, Boucle du Mouhoun, Labien	ZAD (village de Labien)	Tchériba, Mouhoun, Boucle du Mouhoun	ZAD (Siège des coton-culteur de Tchériba)	150	**1,000**	160	280	250	310	Primaire	Déplacem ent préventif	Ces PDI ont urgemment besoin d'abris et de vivres.
Kongoussi, Bam, Centre Nord, Kourpelé	ZAD (village de Kourpelé)	Siby, Balés, Boucle du Mouhoun.	ZAD (les familles d'accueil de Siby)	06	**23**	03	06	05	09	secondaires	Déplacem ent préventif	Ces PDI ont besoin d'abris et de vivres.
TOTAL				**971**	**6,116**	**1,020**	**1,658**	**1,507**	**1,931**			

Source : monitoring de protection, INTERSOS mai 2023

Ces déplacements internes forcés de populations sont de types primaires et secondaires. Ils sont à titre préventif pour certains, tandis que pour d'autres, ils sont liés aux attaques, aux assassinats de civils, aux menaces/ultimatum donnés aux populations de déguerpir, notamment dans les communes de Solenzo, Tchériba, Yallo, Yaho, etc. Plusieurs de ces PDI ont besoin d'abris, d'AME et de vivres.

III. Incidents de protection

- **Statistiques**

Incidents

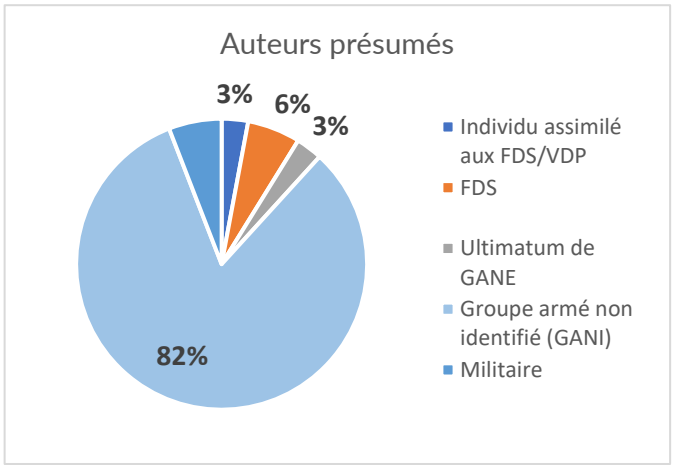
34 Incidents rapportés

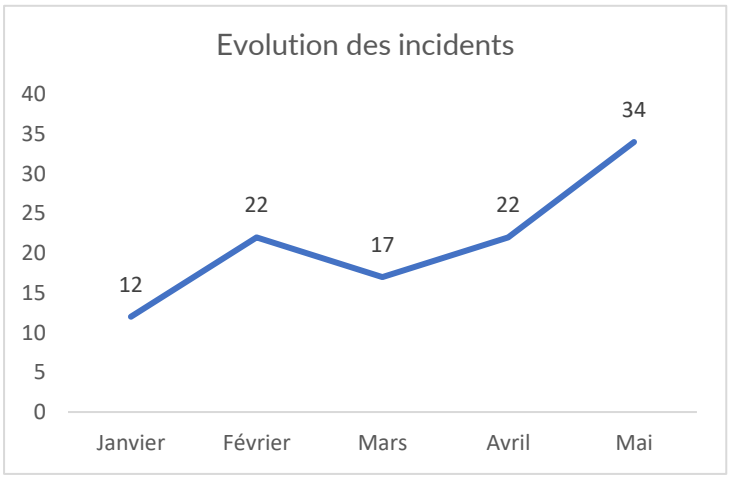
Victimes de violations

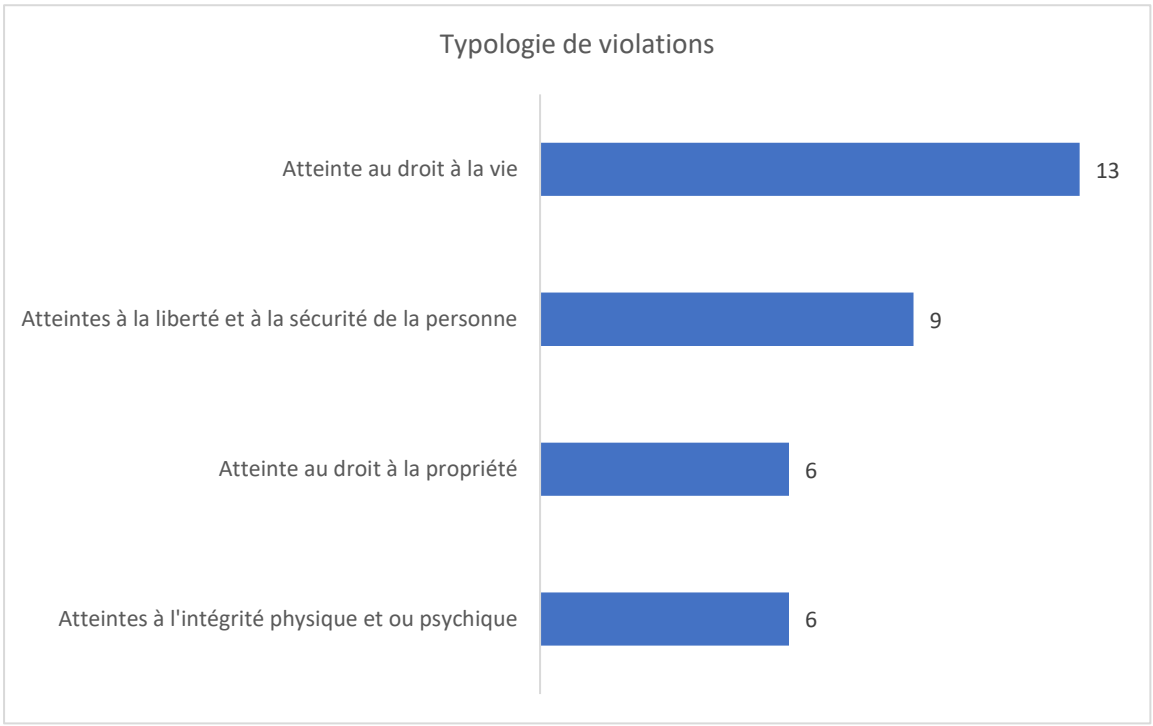
157 Victimes de violations de droits humains

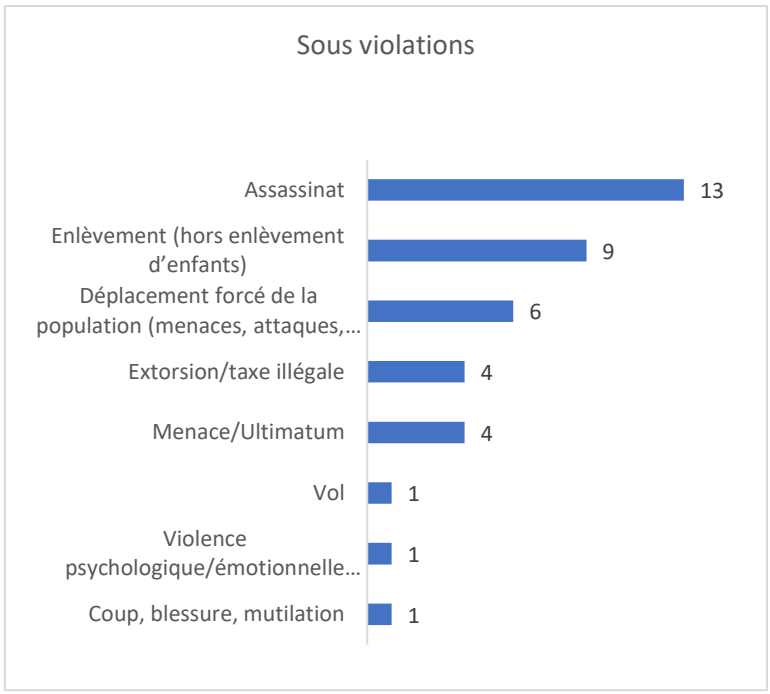
Localités touchées

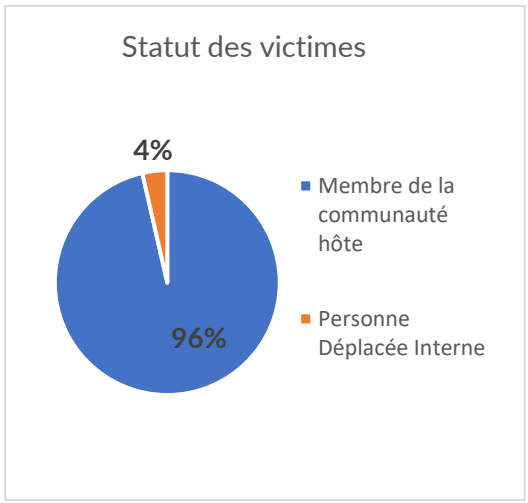
10 Communes touchées

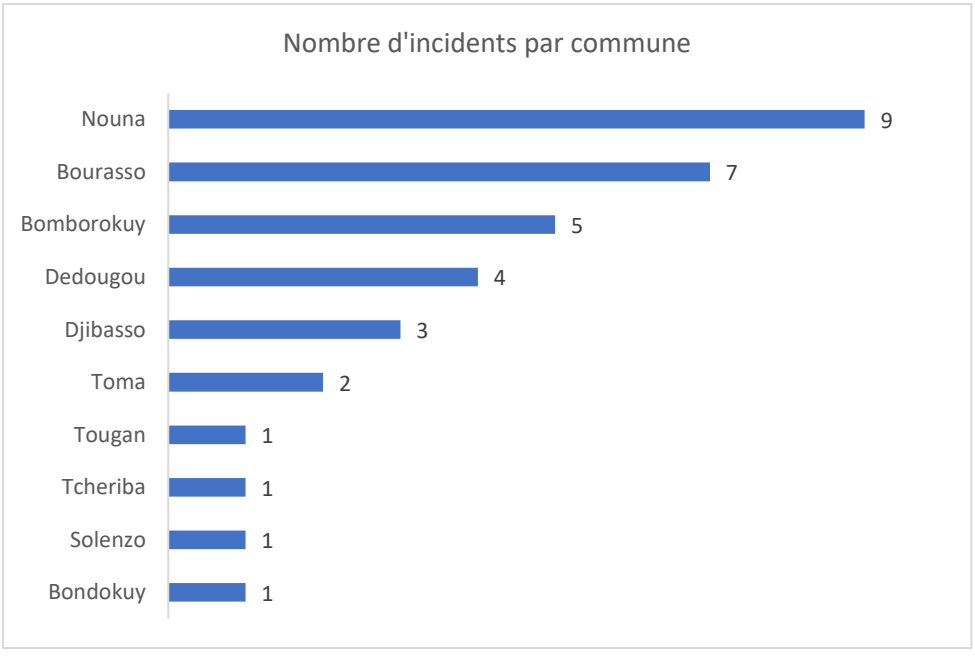







Sous violations
Assassinat
13
Enlèvement (hors enlèvement d'enfants)
9
Déplacement forcé de la population (menaces, attaques,…
6
Extorsion/taxe illégale
4
Menace/Ultimatum
4
Vol
1
Violence psychologique/émotionnelle…
1
Coup, blessure, mutilation
1


Statut des victimes
4%
96%
Membre de la communauté hôte
Personne Déplacée Interne


Nombre d'incidents par commune
Nouna
9
Bourasso
7
Bomborokuy
5
Dedougou
4
Djibasso
3
Toma
2
Tougan
1
Tcheriba
1
Solenzo
1
Bondokuy
1

Catégorie de violation	Violation	Nombre
Atteinte au droit à la propriété	Destruction de bien immobilier, infrastructure ou de terre public et privé	**1**
	Extorsion/taxe illégale	**4**
	Pillage	**0**
	Vol	**1**
Atteinte au droit à la vie	Assassinat	**13**
Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne	Enlèvement (hors enlèvement d'enfants)	**9**
Atteintes à l'intégrité physique et ou psychique	Coup, blessure, mutilation	**1**
	Violence psychologique/émotionnelle (hors VBG)	**1**
	Menace/Ultimatum	**4**
Déni ou restriction forcée de mouvement (y compris accès à l'asile)	Déplacement interne forcé en raison de la violence/conflit/insécurité	**4**
Allégations de violations graves commises à l'encontre des enfants	Attaques contre les écoles ou les hôpitaux	**0**
Violences basées sur le genre	Déni d'accès aux ressources, opportunités et services	**1**
	Mariage forcé	**2**
	Violence psychologique et émotionnelle	**6**
	Agressions physiques	**3**
	Agression sexuelle	**2**
Total général		**52**

- **Détails sur les incidents**

Au cours de la période, plusieurs incidents de protection ont été signalés dans les zones d'accueil des déplacés, mettant en péril les droits fondamentaux tels que le droit à la vie, à l'intégrité physique et psychique, à la propriété, à la liberté et à la sécurité des personnes. Un total de **34** incidents de protection a été enregistrés dans les différentes localités de la région ; principalement au sein des familles d'accueil, des marchés, des champs et lieux publics. Les auteurs de ces incidents sont d'une part, les groupes armés non étatiques (GANE) et d'autre part, les forces de sécurité (FDS)/VDP. Ces incidents ont touché **157 personnes**, dont **156 hommes et une (01) femme**. Les personnes déplacées internes (font face à de nombreux risques en matière de sécurité et de mobilité. La présence des GANE sur les principaux axes routiers, tels que la **RN14 (axe Koudougou-Djibasso) et la RN10 (axe Bobo Dioulasso-Ouahigouya)**, entraîne des restrictions de mouvements, une psychose liée aux menaces, des séparations familiales ainsi que des pertes de biens et de moyens de subsistance, tels que le bétail, les motos et les céréales. De plus, certaines PDI ont perdu leurs documents légaux ; ce qui limite leur accès à certains services sociaux de base. Elles sont également exposées aux enrôlements forcés ; ce qui augmente leur vulnérabilité. Face à ces risques, il n'est pas étonnant que de nombreuses PDI effectuent des déplacements secondaires et pendulaires, soit dans la même commune ou entre plusieurs communes.

- ***Incidents portant violation du droit à la vie***

13 incidents portant violation du droit à la vie ont été enregistrés dans les communes de Nouna (04), Toma (02), Bourasso (02), Tchériba (01), Djibasso (01), Bomborokuy (01), Bondokuy (01) et Dédougou (01) avec pour présumés auteurs des **GANE et VDP,** qui ont causé la mort de **95** personnes, toutes de sexe masculin. ***(Sources de données, voire Kobocollect rapport flash N°61, N°67, N°69, N°75, N°76, N°77, N°78, N°83, N°84, N°85, N°87, N°89 et N°90).***

Ces incidents sont décrits comme suit :

Commune de Nouna : Le jeudi 11 mai 2023 en soirée, vers 16 heures, un homme d'environ trente ans a été appréhendé par des membres des groupes armés non étatiques (GANE) près du village de Soin, situé à 7 km de Nouna, dans la province de la Kossi. Il a été ensuite exécuté. La victime était un commerçant de la population locale de Nouna, qui se rendait dans les villages environnants pour vendre ses marchandises. Son corps, criblé de balles, a été découvert par des usagers de la route. Le dimanche 14 mai 2023, aux environs de 13 heures, des individus assimilés aux forces de défense et de sécurité / volontaires pour la défense de la patrie (FDS/VDP) ont fait irruption dans le village de Kounankoira, situé entre Nouna et Bomborokuy sur la RN14, à environ 18 km de Nouna. Ils ont tué une dizaine d'hommes de la communauté peulh, soupçonnés de collaborer avec les GANE. Également, le jeudi 18 mai 2023, dans la matinée vers 7 heures 30, des membres des GANE ont intercepté un véhicule de transport en commun qui quittait Nouna pour se rendre à Dédougou, près de Koussiri, situé à environ 5 km de Nouna, chef-lieu de la province de la Kossi. Ils ont procédé à un contrôle d'identité des passagers et ont tué sur place trois hommes originaires de Nouna, selon leur Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB). Les autres passagers ont été autorisés à poursuivre leur voyage. Enfin, le mercredi 24 mai 2023, aux environs de 12 heures, des membres des GANE ont assassiné un homme près de Koussiri, situé à 7 km de Nouna. Selon des sources locales, la victime était un homme d'environ quarante ans appartenant à la communauté Dafing, qui s'était rendu dans son champ pour y travailler.

Commune de Toma : Le premier incident s'est déroulé pendant la nuit du 2 au 3 mai 2023, où un homme d'environ 40 ans a été assassiné entre Koin et Toma, le chef-lieu de la province du Nayala. Les auteurs présumés de ce meurtre sont assimilés à des membres de forces de défense et de sécurité (FDS). Selon des informations locales, la victime était soupçonnée de collaborer avec les groupes armés non étatiques (GANE) et son corps sans vie a été découvert tôt le matin du mercredi 3 mai 2023, sur l'axe Toma-Koin, à environ 4 km de Toma. Le deuxième incident s'est produit le samedi 13 mai 2023, aux environs de 4 heures du matin, où quatre hommes d'environ 30 ans appartenant à la communauté peulh, ainsi qu'un homme âgé d'environ 50 ans de la communauté Samo, ont été tués sur l'axe Gossina-Toma, à environ 5 km de Toma. Les auteurs présumés de cet acte sont également assimilés à des membres de forces de défense et de sécurité (FDS), selon des sources locales. Les victimes étaient également suspectées de collaborer avec les GANE.

Commune de Bourasso : Le jeudi 18 mai 2023, aux alentours de 9 heures, des membres des groupes armés non étatiques (GANE) ont arrêté un véhicule de transport en commun qui avait quitté Nouna pour se rendre à Dédougou, près de Bourasso, situé à environ 30 km de Dédougou, chef-lieu de la région de la Boucle du Mouhoun. Ils ont procédé à un contrôle d'identité des passagers et ont séparé les personnes originaires de Nouna des autres passagers. En présence des autres passagers, les GANE ont exécuté un étudiant âgé de 20 ans environ , simplement parce que Nouna était mentionné sur sa carte nationale d'identité (CNIB). Avant de libérer les autres passagers, les GANE ont déclaré que tout ressortissant de Nouna qu'ils rencontreraient serait exécuté. Le samedi 27 mai 2023, vers 11 heures, un grand nombre de membres des GANE a attaqué un convoi composé d'environ 200 civils (des jeunes gens qui partaient pour la composition du concours de recrutement des agents des eaux et forêts pour la plupart), escorté par des forces de défense et de sécurité (FDS)/Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) à proximité du village de Lékuy, situé à environ 7 km de Bourasso sur la RN14 (axe Dédougou-Djibasso). Selon des sources locales, le convoi, composé d'un minibus et de deux camions,

avait quitté Nouna vers 10 heures pour se rendre à Dédougou. Les FDS/VDP ont été confrontés à l'explosion d'un engin explosif improvisé (EEI) placé sur la route par les GANE qui se dissimulaient dans la forêt. Les GANE ont ensuite ouvert le feu. Les échanges de tirs ont duré plus d'une heure, malheureusement plusieurs civils seraient portés disparus dans un premier temps, avant de donner de leurs nouvelles. Deux hommes d'environ 18 ans ont été mortellement touchés et une femme a été blessée par balle. Le convoi a été contraint d'opérer un demi-tour et de retourner à Nouna. Des pertes en vie humaine auraient été enregistrées du côté des FDS/VDP.

Commune de Tchériba : Très tôt dans la matinée du vendredi 12 mai 2023, des GANE motorisés, en nombre important ont fait irruption dans le village de Youlou, situé à environ 25 Km de Tchériba, chef-lieu de la commune. Une fois dans le village, les GANE ont tout de suite commencé à tirer à bout portant sur la population civile et certaines personnes qui travaillaient dans leurs jardins au bord du fleuve. Selon les sources locales, on dénombre une trentaine de morts et plus de quatre (04) personnes blessées par balle. Cette attaque fait suite au non-respect de l'ultimatum de déguerpissement de 24 h donné la veille, soit le jeudi 11 mai 2023 par les GANE à la population de Youlou. Cet incident a provoqué une psychose générale dans le village et plusieurs déplacements internes forcés de la population vers Tchériba et Bissandérou.

Commune de Dédougou : Dans la soirée du lundi 08 mai 2023, aux environs de 18 heures, une quinzaine de GANE en binômes sur des motos ont intercepté un véhicule de type Pick up Hilux avec à son bord trois personnes, dont le Président de la Délégation Spéciale (PDS), le chauffeur et le Secrétaire Général (SG) de la mairie de Tchériba. Ils avaient quitté Dédougou pour Tchériba. Selon les sources locales, le SG a pu s'échapper au cours de l'interception. En revanche, le PDS et le chauffeur ont été enlevés avec le véhicule aux encablures de Karo, situé à environ 22 Km de Dédougou. Aux dernières nouvelles, dans la matinée du mardi 09 mai 2023, le corps sans vie du PDS a été retrouvé à Karo par les usagers de la route. Le chauffeur quant à lui, a été libéré. Cependant, le véhicule a été confisqué.

Commune de Bomborokuy : Le dimanche 14 mai 2023, aux environs de 13 heures, des individus assimilés aux FDS/VDP ont fait irruption dans le village de Aourema, situé dans la commune de Bomborokuy à environ 09 km au Nord de Nouna, chef-lieu de la Kossi. Ils ont assassiné au total, 13 civils, tous des hommes dudit village. Selon les sources locales, ces victimes ont été accusées de collaboration avec les GANE. Cet incident a plongé cette population dans une grande psychose et entrainé un déplacement des habitants vers Nouna, ainsi qu'une restriction de mouvements des personnes dans la localité de Bomborokuy.

Commune de Djibasso : Dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 mai 2023 aux environs de 18 heures, des GANE en nombre important ont fait irruption dans le village de Kié, situé à environ 02 km de Djibasso. Ils ont ciblé et assassiné 14 hommes de la communauté Dafing. Ces victimes ont été accusées de collaborer avec les FDS/VDP. Ce massacre a entraîné un déplacement d'environ 1300 personnes vers Djibasso.

Commune de Bondokuy : Dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 mai 2023, vers 21h30min, des GANE en nombre important ont fait irruption dans le village de Ouakara, situé dans la commune de Bondokuy à environ 80 Km de Dédougou. Ils ont attaqué la population qu'ils accusent d'avoir collaborer avec les FDS/VDP. Selon les sources locales, les GANE ont assassiné plus d'une dizaine de

personnes et enlevé au cinq (05) hommes. Cet incident a créé une grande psychose au sein de la population et un déplacement vers Bondokuy.

Incidents portant violation du droit à l'intégrité physique/psychique

Il y a eu **six (06)** incidents enregistrés impliquant des violations du droit à l'intégrité physique et/ou psychique dont **quatre (04)** ayant conduit à des déplacements internes de populations. **10 personnes** ont été touchés, dont **neuf (09)** hommes et **une** femme. Si certains ont subi des menaces, des ultimatums et même des blessures légères, d'autres ont été gravement blessés. Les auteurs de ces actes seraient les GANE, qui auraient agi en réponse à une collaboration présumée de la population avec les FDS et à l'enrôlement de certains civils dans les rangs des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Les GANE auraient également intimidé plusieurs populations dans les villages et les villes, en leur donnant des ultimatums de déguerpissement sous peine de représailles. Cette situation a entraîné des déplacements internes forcés de populations vers des zones considérées plus sécurisées, telles que les chefs-lieux de provinces et de communes.

- ***Incidents portant atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne***

Le droit à la liberté et la sécurité de **26 hommes** a été violé lors de neuf (09) incidents survenus au cours du mois. Les GANE et les FDS/VDP sont considérés comme les principaux responsables de ces actes répréhensibles. Des rapports font état de plusieurs enlèvements de civils dans les communes de Dédougou, Tougan, Bourasso, Bomborokuy et de Bondokuy. Les GANE ont également imposé des restrictions de mouvement aux populations de plusieurs villages situés dans les communes de Nouna, Tougan, Bomborokuy et Djibasso, poussant certains à se déplacer vers des localités jugées plus sûres, comme Dédougou.

- ***Incidents portant violation du droit à la propriété***

Il a été enregistré dans les communes de Dédougou, Solenzo, Bourasso et Bomborokuy six **(06) incidents au cours desquels**, **16** hommes ont été victimes de violations de leur droit à la propriété. Les GANE en seraient les auteurs présumés. Les victimes ont subi des extorsions, des vols et destruction de biens privés et publics. Ces atteintes à la propriété ont provoqué de graves dommages matériels et émotionnels chez les personnes qui les ont subies, avec un impact négatif sur leur vie.

IV. Situation par secteur

V.1. Violence basée sur le genre (VBG)

Au cours de la période, **14** cas de VBG ont été enregistrés à Dédougou lors des entretiens dans les sites et zones d'accueil. Il s'agit d'un **(01) cas** de déni de ressources, **trois (03)** cas d'agressions physiques, **deux (02)** cas d'agressions sexuelles, **deux (02) cas** de mariages forcés et **six (06) cas** de violences psychologiques. Les survivantes de ces VBG sont des **PDI et des membres des communautés hôtes**. **Les** auteurs présumés sont des **GANE (05 cas), des membres de la famille et les conjoints** (Injures, négligence, abandon, mariage forcé, etc.).

- **Activités de prévention et réponse**

Au total**, 11** séances de causeries éducatives dont sept **(07)** sur les VBG et quatre **(04)** sur l'exploitation et les Abus Sexuels (EAS) ont été réalisées. De façon spécifique, **les causeries éducatives** ont touché **190** participants au total, notamment, **30** personnes dont **20** femmes et **10** filles à **Nouna** et **160** personnes dont **24** hommes, **129** femmes, **05** filles et **02** garçons à Dédougou. On retient que les

causes de ces pratiques, selon les participants sont entre autres l'oisiveté surtout des hommes liés au manque d'emploi, la pauvreté des ménages, la non-scolarisation et la déscolarisation des filles à la suite des déplacements forcés. Quant **aux sensibilisations sur les EAS,** quatre (**04**) séances ont été réalisées et ont touché **115** participants respectivement à **Dédougou** avec **85** personnes dont **13** hommes, **70** femmes, **02** filles et à **Nouna** avec **30** personnes dont **25** hommes et **05** garçons. En vue d'une assistance en **kits de dignité sous forme de cash**, **dix (10)** femmes PDI à risques de VBG ont été identifiées à Dédougou. Également, **44** personnes ont bénéficié d'un appui psychosocial collectif à Dédougou et Nouna. Outre les écoutes psychosociales, **cinq (05)** cas ont été référés au cours du mois, vers un psychologue de Terre des Hommes (TDH), pour une prise en charge psychologique appropriée.

V.2. Protection de l'enfance

Au cours de la période, à la suite des multiples assassinats, menaces, ultimatums, enlèvements, pillages, extorsions, etc. enregistrés entre autres dans les villages de Youlou, Soukuy, Massala, Yallo, Kiè, Koredougou, Kounankoira, Aourema, Bouakuy, Bisso, Kerena, Sikoro, Kanssara, Barguirasso, Yabana, Mariasso, etc. plusieurs enfants dont plus de **2,000** filles et **1,500** garçons ont été affectés par les déplacements forcés de populations vers Tchériba, Dédougou, Nouna, Bomborokuy et Djibasso. Au sein de ces enfants, on dénombre **plus d'une centaine d'enfants séparés**, plus de **2,000** enfants à risque de déscolarisation l'année scolaire à venir, environ une centaine de nourrissons exposés aux risques de maladies et de malnutritions sévères. Ils sont dans un besoin d'assistance pour la jouissance de leurs droits ; notamment le droit à l'éducation, le droit à la documentation civile, le droit à la santé, le droit à l'alimentation, etc. comme le prône la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE).

V.3. Personnes ayant des besoins spécifiques

Les activités de monitoring de protection réalisées au cours de ce mois ont permis d'identifier, au total **50** cas de protection urgent consécutifs à certains incidents. En effet, après l'attaque des GANE le vendredi 12 mai 2023 contre l'École Nationale des Enseignants du Primaire (ENEP) de Dédougou, située à Massala, **31** personnes (élèves enseignants à l'ENEP) survivantes de ladite attaque ont été identifiées. D'autres identifications de cas de protection, ainsi que des personnes à besoins spécifiques (PBS) liées à d'autres incidents se poursuivent afin d'apporter un appui ponctuel à ces survivants et personnes vulnérables. Parmi ces victimes identifiées, figurent **19** femmes et **31** hommes qui font face à des blessures par balles ou par engin explosif improvisé (EEI), diverses maladies notamment des troubles psychologiques et post-traumatiques, des troubles de sommeil dû aux cauchemars, des douleurs musculaires, des sévères maux de tête, etc.

- **Activités de prévention et réponse**

Les **50** personnes identifiées au cours de ce mois, bénéficieront d'une assistance ponctuelle en cash par mobile money à hauteur de **35,000 FCFA** par personne.

V.4. État de droit

En raison du contexte sécuritaire volatil dans la région de la Boucle du Mouhoun, plusieurs services sociaux de base, tels que les mairies, les centres de santé, les écoles et les services de police, ne sont plus fonctionnels dans certaines communes. C'est le cas de Gassan, Bourasso, Toeni, Di, Kombori, Douroula, Bomborokuy, Sanaba, etc. Cette situation a entraîné un désespoir total parmi les populations civiles, d'autant plus que certaines institutions financières ont également quitté ces localités. De plus, la destruction des pylônes de communication par les GANE a provoqué l'absence de réseaux mobiles dans des communes comme Toma, Bondokuy, Ouarkoye, Djibasso, Bomborokuy, Di, etc. Par

conséquent, la communication avec les populations locales et les services de essentiels sont extrêmement limités. Également, le processus de profilage des personnes déplacées internes (PDI) par les autorités étatiques est engagé par des retards dans l'actualisation des données. De même, les services sociaux de base ne sont fonctionnels que dans principalement les chefs-lieux de provinces ; tels que Toma, Tougan, Dédougou, Nouna et Solenzo. En outre, les mauvais états des voies rend difficile, l'accès aux services sociaux de base ; précisément dans la province des Banwa, ainsi que dans certaines communes du Mouhoun et du Nayala. Cette situation compromet strictement l'accès des populations aux services essentiels et à l'état de droit dans la région de la Boucle du Mouhoun.

V.5. Cohésion sociale

Lors des entretiens individuels au cours de ce mois, les discussions ont montré une bonne cohabitation entre les personnes déplacées internes (PDI) et les membres des communautés d'accueil, en tenant compte de leurs appartenances socioculturelles et des liens familiaux existants. Il faut noter qu'aucune source de tension n'a été signalée lors du monitoring, à l'exception des anciens cas de suspicions liées aux terres et aux ressources naturelles telles que les points d'eau et les latrines. Également, il est important de noter que l'atmosphère de suspicion envers certains groupes ethniques peut avoir un impact sur la cohabitation entre les PDI et les hôtes. Cependant, pour assurer la pérennité de cette cohésion sociale et garantir une cohabitation pacifique et durable, il sera nécessaire de renforcer les activités de sensibilisation en cours sur la tolérance, le respect mutuel et la compréhension des différences culturelles. Il est essentiel d'impliquer les leaders communautaires des ZAD dans ces efforts, afin qu'ils jouent un rôle clé dans la promotion de la cohésion sociale et le maintien d'un environnement harmonieux pour tous.

Activités de prévention et réponse.

Dans le but de renforcer la cohésion sociale, **03** séances de sensibilisation ont été réalisées par l'OSC APPEN sur les thématiques de cohésion sociale ; notamment, le vivre-ensemble, la paix et la tolérance à Bokui/Dédougou, à Tougan (secteur 07) et à Nouna (secteur 01). Ces sensibilisations ont touché **87** personnes (PDI et hôte) dont **31** hommes, **30** femmes, **09** garçons et **17** filles. Le vendredi 19 mai 2023, un forum inter et intracommunautaire a été réalisé à Dédougou dans la salle de réunion de l'ONG INTERSOS, en vue de susciter des échanges inter et intracommunautaires et des partages d'expériences sur les mécanismes endogènes de prévention et de réponse aux conflits communautaires. Présidé par le Directeur Régional en charge des droits humains de la Boucle du Mouhoun, elle a connu la participation de différents acteurs dont **24 personnes** au total repartis en **sept (07)** femmes et **17** hommes. En plus, le jeudi 25 mai 2023, une activité socioculturelle sur la cohésion sociale a été réalisée à Dédougou au sein du stade régional (SAT) avec la collaboration de la direction régionale en charge des droits humains, en vue d'offrir un cadre récréatif, de partages d'expériences et d'interactions positives entre les personnes déplacées internes et les populations hôtes pour la consolidation de la cohabitation pacifique et de la cohésion sociale dans la commune de Dédougou. Cette activité a connu la participation du représentant du Directeur Provinciale en charge de l'Action humanitaire, du Directeur Régional en charge des Droits Humains et de plusieurs représentants des différentes communautés (PDI et Hôte) de Dédougou (Bwaba, Peulh, Mossi, Dafing, etc.). Enfin, un appui financier a été octroyé à l'Observatoire Départemental de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (ODEPREGECC) de Dédougou pour l'organisation d'un atelier d'élaboration des plans d'actions des observatoires villageois de prévention et de gestion des conflits communautaires (OVPREGECC)des villages de Souri et Noakuy. Cet atelier qui s'est d'ailleurs tenu le 27 mai 2023 à Dédougou, dans la salle de réunion de l'ONG INTERSOS a connu la

participation de **19** personnes constituée de **14 membres** des OVPREGECC des villages concernés, du représentant du préfet de Dédougou, de la Direction Régionale en charge des Droits Humains et d'un staff INTERSOS.

V.6. Logement, terre et biens

Tout comme le mois précédent, la question du logement et des terres cultivables dans les zones d'accueil reste un défi majeur pour les personnes déplacées internes (PDI), en particulier, avec le début de la saison hivernale. Les coûts de plus en plus élevés des loyers dans les zones d'accueil des déplacés à Toma, Nouna, Boromo, Solenzo et Dédougou compliquent l'accès de nombreuses PDI au logement en cette période. Il est donc essentiel d'augmenter l'assistance en termes d'abris pour soulager les ménages PDI qui n'ont pas la capacité de louer une maison. Parallèlement, la question des terres cultivables demeure préoccupante, voire croissante, en raison de l'augmentation du nombre de PDI dans les zones d'accueil de Dédougou, Toma, Boromo, Solenzo, etc. Cependant, il est important de noter qu'il existe un risque important de conflits liés aux fonciers causés par des actions de spéculation et d'expulsion forcée de certains ménages PDI par certains chefs coutumiers et propriétaires terriens dans la commune de Dédougou. Les entretiens au près des informateurs clés ont révélé que la spéculation foncière est devenue une activité majeure ; créant un sentiment d'impunité et entraînant l'expulsion de nombreux ménages PDI. Il est donc impératif de prendre des mesures urgentes pour mettre un terme à ces actes délictueux, afin de prévenir une escalade des conflits fonciers et de rétablir la quiétude et la cohésion sociale à Dédougou.

V.7. Solutions durables

À l'issue des entretiens menés avec les personnes déplacées internes (PDI) installées dans les ZAD de Dédougou, Tougan, Toma, Nouna, Boromo et Solenzo, il ressort que la grande majorité d'entre elles privilégie davantage le retour volontaire. Cette préférence est conditionnée par le retour de la paix. Toutefois, une planification adéquate est nécessaire pour répondre aux besoins de ces populations et faciliter leur intégration sociale, économique et culturelle dans les communautés locales.

V.8. Protection à base communautaire

❖ Activités réalisées par la communauté

Les réseaux communautaires ont pleinement contribué au cours de ce mois à la mise en œuvre des activités de monitoring de protection (Projet 21). Impliqués tout au long du processus d'identification des personnes à besoin spécifiques (PBS) et des cas de protection, ils ont facilité la réalisation de **14** causeries éducatives et de séances de sensibilisation au profit des communautés (PDI et hôtes) à Dédougou, Tougan et Nouna sur les violences basées sur le genre (VBG et EAS) et la cohésion sociale. De plus, ils ont non seulement été impliqué dans la réalisation d'une évaluation rapide de protection à Tchériba ; mais également, dans la tenue d'un forum inter et intracommunautaire, d'une activité socioculturelle et d'un cadre d'élaboration de plan d'actions au profit des OVPREGECC de Noakuy et Souri. Aussi, plus de **6,000** personnes en déplacement vers des zones dites plus sécurisées dans la région, ont été signalées par ces réseaux communautaires. Parallèlement, le signalement, la collecte et la vérification de 34 incidents de protection et **11** cas de VBG a pu se réaliser grâce à leur contribution. Pour finir, **20** formulaires P21 et **sept (07)** formulaires d'indice de monitoring de protection ont été administrés grâce à l'approche communautaire .

V. Partage d'informations et coordination

- **Humanitaires**

- ❖ Visite de courtoisie de la nouvelle équipe Protection du Conseil Danois pour les réfugiés (DRC)/Boucle du Mouhoun a l'équipe INTERSOS de la Boucle du Mouhoun, le mercredi 17 mai 2023.
- ❖ Participation à l'atelier régional de présentation des projets du Conseil Danois pour les réfugiés (DRC)/Boucle du Mouhoun au sein de l'hôtel DIARRA de Dédougou, le mardi 23 mai 2023.
- ❖ Participation à un atelier de formation des acteurs régionaux et à l'élaboration d'un plan de contingence régional de préparation et de réponse aux catastrophes et crise humanitaire facilité par l'ONG Terre des Hommes Lausanne (TDH) qui s'est déroulé du lundi 22 au vendredi 26 mai 2023 dans la salle de réunion de la Radio Salaki de Dédougou.

- **Autorités**

- ❖ Visite de courtoisie de l'équipe INTERSOS au nouveau Directeur régional en charge de l'action humanitaire, de la Solidarité nationale et de la Famille de la Boucle du Mouhoun, le lundi 08 mai 2023 à Dédougou.
- ❖ Participation à la rencontre d'échanges de l'AoR/VBG organisée par la Direction Régionale en charge de l'action humanitaire, de la Solidarité nationale et de la Famille, le mardi 23 mai 2023 dans la salle de Réunion de la Direction Régionale en charge du genre à Dédougou ;

VI. Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	État d'implémentation	Niveau d'urgence
Sécurité alimentaire Sécurité physique	-Assister en vivres les nouvelles PDI installées dans les ZAD à Dédougou, Tchériba, Boromo, Siby, Nouna et Solenzo. -Renforcer la sécurité des personnes et des biens, dans le strict respect des droits humains	PAM, OCHA (CimCoord)	En cours	Urgent
WASH	-Sensibiliser sur l'utilisation des latrines, l'importance de l'hygiène dans les ménages dans les SAT/ZAD afin d'éviter la défécation à l'air libre. -Construire des latrines pour renforcer le nombre de celles existantes dans les ZAD de Dédougou, Tougan, Nouna, Toma et Boromo. -Mettre des bacs à ordure à la disposition de la population dans les ZAD de Dédougou, pour servir de stockage d'ordures.	UNICEF/ Cluster WASH	En cours	Urgent
SGBV	-Sensibiliser les communautés (PDI et hôtes) sur les thématiques liées aux VBG, y compris, l'EAS dans les ZAD de Dédougou, Solenzo, Boromo, Toma, Nouna et Solenzo. -Développer des AGR pour favoriser l'autonomisation économiques des survivantes / personnes à risques de VBG	AoR GBV, UNFPA	En cours	En continu
Abris/AME	Assister en abris et en AME les PDI nouvellement installées dans les ZAD à Dédougou, Tchériba, Boromo, Siby, Nouna et Solenzo.	GSAT/HCR	En cours	Urgent
Protection de l'enfance	Mise en place des espaces amis des enfants dans les communes de Tougan, Nouna, Bomborokuy, Djibasso et Dédougou.	AoR/ protection de l'enfance, UNICEF	En cours	Urgent
Santé/Nutrition	Distribuer des farines enrichies aux enfants PDI souffrant de malnutrition dans les ZAD de Bomborokuy, Tougan, Nouna, Toma et Dédougou.	UNICEF Clusters Santé-Nutrition	En cours	Urgent
Cohabitation pacifique/ LTB	-Renforcer les capacités des leaders communautaires en matière de règlement pacifique des conflits. -Faire un plaidoyer pour l'acquisition de terres au profit des PDI auprès des propriétaires terriens dans les localités de Boromo, Dédougou, Toma et Nouna. -Faire des plaidoyers à l'endroit des structures de développement, pour l'autonomisation des PDI à Dédougou, Tougan, Toma, Nouna et Boromo.	AoR /LTB Cluster Protection	En cours	En continu

	-Poursuivre les séances de sensibilisation sur l'importance du vivre-ensemble dans les SAT/ZAD à Dédougou, Nouna, Tougan, Solenzo et à Boromo.			

VII. Tableaux croisés dynamique

#Pourcentage violations par commune

	Atteinte au droit à la vie	Atteinte au droit à la propriété	Atteintes à la liberté et à la sécurité de la	Atteintes à l'intégrité physique et ou
Bomborokuy	0%	17%	33%	17%
Bondokuy	8%	0%	11%	0%
Bourasso	15%	17%	22%	50%
Dedougou	8%	50%	11%	17%
Djibasso	8%	0%	11%	0%
Nouna	38%	0%	0%	17%
Solenzo	0%	17%	0%	0%
Tcheriba	8%	0%	0%	0%
Toma	15%	0%	0%	0%
Tougan	0%	0%	11%	0%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

#Pourcentage présumés auteurs

	Autre (à préciser)	**Groupe armé non Etatique (GANE)**	**Militaire**	**Total**
Bomborokuy	0,0%	14,7%	0,0%	14,7%
Bondokuy	0,0%	2,9%	0,0%	2,9%
Bourasso	0,0%	20,6%	0,0%	20,6%
Dedougou	0,0%	8,8%	2,9%	11,8%
Djibasso	0,0%	8,8%	0,0%	8,8%
Nouna	5,9%	17,6%	2,9%	26,5%
Solenzo	0,0%	2,9%	0,0%	2,9%
Tcheriba	0,0%	2,9%	0,0%	2,9%
Toma	5,9%	0,0%	0,0%	5,9%
Tougan	0,0%	2,9%	0,0%	2,9%
Total	**11,8%**	**82,4%**	**5,9%**	**100,0%**

#Nombre de violations par commune

	Allégations de violations graves commises à l'encontre d'enfants	Atteinte au droit au logement	Atteinte au droit à la vie	Violences basées sur le genre	Atteinte au droit à la propriété	Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne	Atteintes à l'intégrité physique et ou psychique	Total
Bomborokuy	0	0	0	0	1	3	1	5
Bondokuy	0	0	1	0	0	1	0	2
Bourasso	0	0	2	0	1	2	3	8
Dedougou	0	0	1	0	3	1	1	6
Djibasso	0	0	1	0	0	1	0	2
Nouna	0	0	5	0	0	0	1	6
Solenzo	0	0	0	0	1	0	0	1
Tcheriba	0	0	1	0	0	0	0	1
Toma	0	0	2	0	0	0	0	2
Tougan	0	0	0	0	0	1	0	1
Total	**0**	**0**	**13**	**0**	**6**	**9**	**6**	**34**

#Nombre d'auteurs présumés

	Autre (à préciser)	Groupe armé non identifié (GANI)	Militaire	Total
Bomborokuy	0	5	0	5
Bondokuy	0	1	0	1
Bourasso	0	7	0	7
Dedougou	0	3	1	4
Djibasso	0	3	0	3
Nouna	2	6	1	9
Solenzo	0	1	0	1
Tcheriba	0	1	0	1
Toma	2	0	0	2
Tougan	0	1	0	1
Total	4	28	2	34